

TUNISIE:

provocation et repression sous le signe du libéralisme

Hedi Soudani

Avec plus de deux cent cinquante morts, des centaines de blessés, des milliers de démocrates, de militants et de responsables de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (U.G.T.T.) arrêtés, interrogés et torturés dans le camp récemment ouvert à Oued Ellil à quelques 50 km de Tunis, et pour finir, l'instauration de l'état d'urgence dans le pays, les appels à la liquidation physique des syndicalistes, lancés publiquement par les responsables de l'organisation patronale (l'U.T.I.C.A.) depuis le mois de décembre dernier, n'auront pas tardé à être suivis d'effet par les dirigeants du Destour.

Depuis l'insurrection paysanne de 1864 la Tunisie n'a jamais connu d'événements aussi sanglants. Aucun affrontement avec la puissance militaire coloniale n'a compté autant de victimes. Le choc a été brutal; personne parmi les forces démocratiques et révolutionnaires tunisiennes, voire parmi les dirigeants et cadres syndicalistes n'avait prévu que le complot contre la centrale syndicale, les travailleurs et l'ensemble des forces démocratiques du pays, était si près d'être exécuté.

Vingt-deux ans après l'indépendance politique de la Tunisie, dont seize ans marqués par la domination du Destour, comme parti unique, il importe aujourd'hui de se demander ce que représentent ces événements dans l'évolution politique du pays.

Le libéralisme économique et le nouveau rôle assigné aux syndicats

L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (U.G.T.T.), l'une des plus puissantes centrales syndicales en Afrique par ses effectifs et par le rôle qu'elle a joué dans l'histoire du pays, a toujours été la «*courroie de transmission*» qui a permis au parti unique au pouvoir d'exercer son contrôle sur les travailleurs. Toutes les équipes dirigeantes qui se sont succédées à la tête de l'U.G.T.T. depuis 1956, y compris la direction actuelle, ont été installées par le parti du Destour et immédiatement destituées et remplacées à la moindre incartade.

Les conditions dans lesquelles la direction actuelle a pris les rênes de la centrale syndicale en 1970 sont toutefois bien différentes en comparaison des directions précédentes. Dès sa prise en main de la centrale syndicale, la direction actuelle disposait d'atouts importants, lui donnant beaucoup plus de liberté de manœuvre.

La nouvelle orientation économique libérale promue et mise en œuvre après la crise de 1969, assise et étendue par le gouvernement Nour à partir de 1970, a introduit une modification dans le rôle des syndicats ouvriers dans la vie économique et sociale du pays. Elle leur assigne désormais un rôle de «*partenaire*» susceptible de prendre en

charge la réalisation des objectifs de rentabilité et de rendement fixés par le gouvernement et le patronat. Une telle entreprise suppose toutefois que la centrale syndicale regroupe et tienne bien en main la majeure partie des travailleurs. Ceci était manifestement loin d'être le cas à la fin des années soixante, marquées en même temps par la désaffection des travailleurs à l'égard d'un syndicat qui leur réclamait tous les sacrifices tout en leur déniaient le droit de revendiquer quoi que ce soit, ainsi que par la volonté de liquider entièrement l'organisation syndicale elle-même en cherchant à lui substituer les cellules professionnelles du Patronat. Parmi les hommes politiques qui se trouvaient encore au Destour, après les purges et les défections successives qu'il a connues, Habib Achour était incontestablement le plus indiqué.



Habid Achour

Fondateur de l'U.G.T.T. en 1946 avec Farhat Hachad, figure marquante du syndicalisme tunisien et du mouvement national du fait de son opposition à la politique de liquidation de l'organisation syndicale et de blocage des salaires malgré la forte dévaluation, durant les années soixante, il pouvait à ce titre se prévaloir d'une certaine *légitimité historique* pour gagner l'adhésion des travailleurs. Achour a été effectivement désigné à nouveau secrétaire général de l'U.G.T.T. — après sa destitution et sa condamnation à la prison ferme en 1965

pour un délit préfabriqué de droit commun. Il a été ensuite confirmé dans ce poste à l'issue d'un congrès tenu en 1970 par la centrale syndicale.

La personnalité de Achour et son passé pouvaient évidemment donner quelques inquiétudes quant à son strict respect des tâches et des limites qui lui sont assignées. Mais aucun des deux partenaires — ni le Gouvernement et sa clientèle d'affairistes ni Achour lui-même — ne pouvait alors imaginer l'éventualité d'un nouveau contexte qui, non seulement donnera à Achour la possibilité de réclamer l'indépendance politique et organique de l'appareil qu'il dirige mais le poussera même à matérialiser cette revendication en l'imposant comme fait accompli à ses anciens partenaires.

Le glissement vers l'autonomie.

De 1970 à 1976, la direction de Achour a donné plus de satisfaction que d'inquiétude aux différentes composantes du régime destourien. Ceci lui a valu d'être confirmé dans ses fonctions à trois reprises, successivement en 1970, en 1973 et en 1976. Dès 72 cependant, la direction syndicale s'est rendue à l'évidence, par les multiples grèves dites «*sauvages*» qui ont éclaté tout au long de l'année, que les travailleurs n'étaient plus disposés à supporter sans réagir l'austérité qui leur a été imposée durant les années soixante. L'augmentation vertigineuse du coût de la vie provoquée par le libre jeu des lois du marché et accentuée par la spéculation, a poussé les travailleurs jusqu'aux limites du supportable et les a acculé à ces grèves de désespoir. A partir de 72 d'ailleurs, les grèves avaient souvent l'appui des délégués des «*unions*» locales et les assemblées générales qui en décidaient se tenaient souvent aussi dans leurs locaux.

Ceci a incité la direction syndicale, dans le souci d'éviter une rupture totale avec l'encadrement moyen et la base, à agir dans les trois directions suivantes :

- Acquiescer aux travailleurs quelques améliorations matérielles (augmentation générale des salaires en 1973, du SMIG en 1974, des allocations familiales en 1975, etc.).
- Asseoir la collaboration avec le patronat sur des bases légales et durables en souscrivant au «*contrat de progrès*» avec le gouvernement et en signant différentes conventions collectives avec les entreprises privées.
- Etre plus discrète dans sa réprobation des grèves qui lui échappent en ne les dénonçant qu'en cas de nécessité impérieuse et en gardant le silence sur les autres cas.

Bien vite cependant, même cette orientation conciliatrice s'est avérée intenable par la direction, constatant la détérioration croissante du climat politique, économique et social d'une part, et considérant surtout l'émergence d'une centrale syndicale puissante par ses effectifs, représentative de la majorité des travailleurs par l'étendue de ses bases et surtout combattive grâce au rajeunissement et à la radicalisation de ses cadres locaux et même régionaux, d'autre part. C'est là l'aboutissement certain de la longue maturation nourrie par les nombreuses grèves revendicatives souvent qualifiées d'illégalles par la direction syndicale elle-même.

Face à cette situation nouvelle qui consacre non seulement l'émergence d'un nouveau centre de pouvoir dans le pays, mais aussi la prédominance de la centrale syndicale sur

toutes les autres forces organisées, et plus particulièrement sur le Parti du Destour, un choix s'impose à la direction : faire corps avec cette force nouvelle et dynamique et assumer ses aspirations au changement ou s'appuyer sur le parti du Destour pour briser son élan et maintenir le statu quo. Il s'agit bien à la limite d'un pari sur l'avenir.

Dès le fin de l'été 77, le choix de la direction de l'U.G.T.T. semble être déjà pris. Le «pacte de paix sociale» signé le 19 janvier 77 avec le gouvernement et stipulant le blocage des salaires durant la période du cinquième plan (1977-81) sous réserve d'une hausse annuelle du coût de la vie inférieure à 5% et contre une augmentation immédiate des salaires de 10 dinars (117 FF), a été pratiquement dénoncé dès l'été. La résolution prise le 15 septembre à l'issue de la réunion du bureau exécutif le confirme avec éclat tout en rejetant la responsabilité sur le gouvernement, accusé de reprendre d'une main ce qu'il accorde d'une autre et laissant libre cours à la spéculation et à une hausse du coût de la vie insupportable pour les travailleurs.

Il est vrai qu'il était alors quelque peu prématuré de tirer des conclusions définitives des résolutions du 15 septembre. En les relisant aujourd'hui, on est bien forcé de se rendre compte que la direction syndicale a déjà pris le parti d'affirmer son autonomie vis-à-vis du pouvoir et de s'appuyer sur la vitalité et la combattivité de sa base, non seulement pour défendre les revendications de celle-ci, mais aussi pour imposer un changement politique qui refléterait le nouveau rapport des forces dans lequel la centrale syndicale représente désormais le pôle principal, face à un parti réduit à sa plus simple expression et à un pouvoir déchiré par ses divisions internes.

L'affrontement

Après cette décision, la direction syndicale ne freine plus désormais des luttes des travailleurs, mais prend au contraire l'initiative de les organiser et de les encadrer. Dans la situation de crise économique qui prévaut dans le pays depuis les deux dernières années, due en partie à la fermeture des marchés européens à certains produits tunisiens notamment l'huile et les textiles, les motifs de revendications se multiplient. Les actions prennent l'allure d'une véritable offensive, alors que leur point de départ n'est souvent rien d'autre que les injustices, les brimades, les licenciements abusifs et arbitraires, le non respect des lois et des règlements par les patrons et leur refus d'appliquer les accords sur les salaires. C'est d'ailleurs le contexte de dictature du parti unique qui leur donne un caractère d'opposition et de remise en cause de la politique gouvernementale.

Le patronat et ses partenaires au Destour se sentant menacés commencent à préparer une riposte à des actions qu'ils considèrent dirigés non seulement contre leurs intérêts mais aussi contre leur pouvoir politique. Si, devant la multiplication des grèves dites «illégales» ou «sauvages» durant les sept dernières années ils ont constamment reproché à la direction syndicale de ne pas être à la hauteur de ses tâches et d'être incapable de maîtriser sa base, ils changent à présent de tactique. Désormais c'est la «majorité des travailleurs (qui) est saine» mais c'est la direction

qui est «déviationniste». Le tir corrigé, ils mettent en branle deux mécanismes de sape : tenter de diviser la direction et de récupérer les cadres syndicalistes par l'intimidation, la corruption et tout l'arsenal classique, tout en mettant en place les structures d'une organisation parallèle en se servant des débris des fameuses cellules professionnelles.



Tunis : une ville en état de siège

Les résultats ont été plus que désastreux, car ces provocations n'ont servi qu'à resserrer les rangs de l'U.G.T.T. tout en ralliant autour d'elle toutes les couches populaires non directement concernées par les luttes ouvrières. Les événements tragiques de Ksar Hlal survenus le 10-12 octobre dernier ont non seulement effrayés le pouvoir et le patronat mais leur ont aussi permis de mesurer l'étendue de leur impopularité et de leur isolement. Dans ce fief réputé du Destour de la première heure, la population unanime prend le parti des ouvriers grévistes d'une usine de textile et affronte avec eux les assauts de la police venue mettre fin par la force à l'occupation de l'usine et à la grève. Devant l'ampleur de la résistance, le pouvoir fait appel à l'armée qui tire sur la foule créant un précédent qu'il tente de justifier et d'institutionnaliser.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, les débats budgétaires à l'assemblée nationale, composée au demeurant des seuls députés destouriens, donnent l'occasion à un affrontement en règle entre groupes opposés : celui qui soutient l'U.G.T.T. et celui qui soutient le pouvoir. Le mythe de l'Ett uni et au service de toutes les catégories sociales de la Nation est tombé, même aux yeux des moins avertis.

Entre temps, les menaces de mort proférées par un homme de main du Destour contre Habib Achour ont donné l'occasion à la direction syndicale de mesurer le poids et la popularité de son organisation. Des grèves tournantes paralysent le pays durant une semaine entière.

Le gouvernement et le Destour ont été forcés de constater leur isolement et leur impopularité. Le patronat reste la seule force sociale qui les soutient mais qui les pousse en même temps à assumer leur isolement pour la défense de leur pouvoir en détruisant le contre pouvoir que constitue l'U.G.T.T., avec tous ses appuis au sein du gouvernement.

Les provocations et le massacre

Dès le début décembre, le plan de liquidation de l'U.G.T.T. se précise dans tous ses détails. Les bandes armées payées par le Destour s'attaquent quotidiennement aux locaux de la centrale syndicale et à ses militants, perturbant les réunions, saccageant les locaux et agressant les syndicalistes.

Fin décembre, Tahar Belkhoja, hostile au plan de liquidation, et favorable à un rééquilibrage du gouvernement en fonction du nouveau rapport des forces, est destitué du Ministère de l'intérieur. Ne voulant pas se compromettre dans le complot en cours d'exécution, six ministres démissionnent du gouvernement dès le lendemain. Un retour en arrière devient alors suicidaire pour ceux qui ont préparé et mis en exécution le complot, en l'occurrence Sayah (directeur du Parti du Destour) et Abdallah Farhat (ministre de l'intérieur).

Consciente du danger qui menace l'existence même de son organisation, voire les destinées du pays, la direction syndicale convoque son congrès national pour le 8 janvier. Les résolutions prises consacrent non seulement la rupture officielle de toute relation d'obédience entre la centrale syndicale et le parti du Destour mais aussi la dénonciation catégorique de tous les choix économiques, sociaux et mêmes politiques du gouvernement : «L'U.G.T.T. réaffirme qu'elle ne peut accepter que la politique du gouvernement s'oriente vers la consolida-

tion par tous les moyens d'une classe capitaliste aux dépens de l'intérêt national; surtout que les intérêts de cette classe sont liés à ceux du capital étranger exploiteur».

A l'issue de ce conseil, et à la demande unanime des représentants de la base syndicale, le Secrétaire Général de l'U.G.T.T. annonce sa démission du bureau politique et du comité central du parti du Destour. Le lendemain même, le parti fixe une réunion de son comité central pour le 20 janvier dont la résolution finale n'est rien d'autre que l'ordre de bataille contre la centrale syndicale, accusée de vouloir renverser le régime. Dans un discours télévisé, Bourguiba approuve la résolution du comité central et ordonne l'attaque.

Les agressions contre les locaux de la centrale syndicale gagnent de plus en plus d'ampleur. Ghorbal, membre du bureau exécutif de l'U.G.T.T. est arrêté par la police. La direction syndicale s'inquiète de l'évolution des événements et décide, en présence de Otto Kersten, président du CISL, une grève générale de protestation pour le 26 janvier.

Dès les premières heures de ce qu'il faut désormais appeler « *le jeudi du massacre* », les dispositions des forces de police

indiquent clairement la préméditation de l'affrontement. Le siège de la centrale a été en effet bouclé pour interdire tout contact entre la base ouvrière et la direction syndicale réunie à l'intérieur laissant l'attroupement se gonfler progressivement jusqu'à la fin de la matinée. Subitement, des grenades lacrymogènes partent des fenêtres voisines. La riposte des forces de police ne se fait pas attendre : ils tirent dans la foule. Dès la fin de l'après-midi, 10 000 soldats armés occupent la ville de Tunis. Aux manifestations de protestations, ont encore répondu les rafales de mitraillettes.

Le lendemain, l'état d'urgence est décrété sur tout le territoire. Les arrestations commencent. Des camps d'internement sont ouverts. Dix membres du bureau exécutif de l'U.G.T.T. sur les douze que compte le bureau, à l'exception de Khalifa et Tijani Abid qui ont choisi ce moment pour exprimer leur désaccord avec l'orientation de la centrale, sont arrêtés et accusés de complot. Les cadres locaux et régionaux du syndicat commencent à être jugés et condamnés par fournées de deux cents par les tribunaux de flagrant délit.

Le patronat se félicite du succès de l'opération et exprime sa gratitude au chef

de l'Etat. Le parti du Destour prépare un congrès extraordinaire de la centrale syndicale pour mettre en place une direction soumise. Nouria semble croire que la partie est déjà gagnée. Parce que la direction actuelle s'est opposée à sa politique et à ses intérêts, il estime que « *les intérêts de la classe ouvrière peuvent être défendus par d'autres* », c'est-à-dire par ceux qui la défendront à sa manière.

La résistance

Les démocrates et les révolutionnaires tunisiens s'organisent aujourd'hui pour faire face aux tâches de solidarité avec les travailleurs, leur direction et leur organisation syndicale, luttant pour la levée de l'état d'urgence, la libération des dirigeants syndicalistes et de tous les militants arrêtés, ainsi que pour le respect des libertés garanties par la constitution.

Mais par delà les impératifs de l'heure, se pose la question de la légitimité et de la légalité d'un gouvernement qui décrète que le peuple est son premier ennemi, instituant l'état d'urgence et dirigeant les balles de son armée contre lui. ■